



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFET DE L'HÉRAULT

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION VALANT ACCORD TRAVAUX  
CONCERNANT  
TRAVAUX DE CRÉATION DU PARKING PAUL DARDÉ SUR LA COMMUNE DE BÉZIERS

DOSSIER N° 01 0002 7180

Le préfet de l'HÉRAULT

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Orb – Libron, approuvé le 05/07/2018;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement en date du 27 juillet 2023, présenté par la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée (CABM), enregistré sous le n° 01-0002-7180 et relatif au projet de création du parking Paul Dardé sur la commune de Béziers;

VU la demande de compléments en date du 20 septembre 2023, interrompant les délais deux mois à compter de la date de réception du dossier par l'administration, impartis pour faire part de ses éventuelles observations ;

VU les compléments reçus en date du 14 décembre 2023 ;

**donne récépissé valant accord travaux de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION BÉZIERS MÉDITERRANÉE (CABM)  
39 BOULEVARD DE VERDUN  
34 500 BÉZIERS**

concernant :

**Travaux de création du parking Paul Dardé**

dont la réalisation est prévue dans la commune de Béziers.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :  1° Surface soustraite supérieur à 10 000 m <sup>2</sup> (A)  2° Surface soustraite supérieurs ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m <sup>2</sup> (D)	Déclaration	<u>Arrêté du 13 février 2002 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux IOTA soumis à déclaration (...)</u>

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont la référence est indiquée dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

**Le déclarant peut débuter les travaux sans attendre l'expiration des délais de deux mois prévus par les textes, et devra au préalable transmettre au service police de l'eau les documents suivants avant le démarrage des travaux:**

- plan du chantier (base vie, aire de lavage des engins, etc) ;
- programme des travaux actualisé ;
- plan de gestion en cas de départ de pollution ;
- plan de gestion en cas d'inondation.

Conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de Béziers où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'HÉRAULT durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux au moins 15 jours avant le démarrage de ceux-ci, ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service. Dans un délai d'un mois suivant l'achèvement des travaux, les plans de recollement devront être fournis au service en charge de la Police de l'eau.

En application de l'article R. 214-40-3 du Code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité,

objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du Code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le Code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A MONTPELLIER, le 21 DEC. 2023

Pour le Préfet de l'HERAULT

Pour le Préfet de l'Hérault  
et par délégation,  
le Directeur adjoint  
Thierry GRAND

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

